SOCIOLOGIE DU TRAVAIL

**Sociologie du travail**

**Vol. 60 - n° 1 | Janvier-Mars 2018**
**Varia**

# Nathalie Hugot-Piron, *Les « cadres âgés ». Histoire d'une catégorie de chômeurs*

Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2014, 294 p.

**Ferruccio Ricciardi**

OpenEdition Journals

**Édition électronique**
URL : http://journals.openedition.org/sdt/1675
ISSN : 1777-5701

**Éditeur**
Association pour le développement de la sociologie du travail

Ce document vous est offert par Conservatoire national des arts et métiers (Cnam)

le cnam

**Référence électronique**
Ferruccio Ricciardi, « Nathalie Hugot-Piron, *Les « cadres âgés ». Histoire d'une catégorie de chômeurs* », *Sociologie du travail* [En ligne], Vol. 60 - n° 1 | Janvier-Mars 2018, mis en ligne le 23 février 2018, consulté le 10 octobre 2019. URL : http://journals.openedition.org/sdt/1675

Sociologie du travail is licensed under a Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International License.

Sociologie du travail 60 (1), janvier-mars 2018

# Nathalie Hugot-Piron, *Les « cadres âgés ». Histoire d'une catégorie de chômeurs*

## Presses universitaires de Rennes, Rennes, 2014, 294 p.

Alors que les ingénieurs et cadres, statistiques à l'appui, sont relativement peu touchés par l'expérience du chômage, quelle que soit la période prise en compte, l'histoire de ce groupement est marquée par une rhétorique professionnelle dénonçant les risques de déclassement de ses membres les plus âgés, qui potentiellement représenteraient une catégorie de chômeurs à part. Cet « énigme sociologique » constitue l'objet du livre de Nathalie Hugot-Piron, issu d'une thèse de doctorat soutenue en 2010. En mobilisant une vaste et inédite documentation historique (archives ministérielles et syndicales, bulletins d'associations, presse spécialisée, littérature grise, etc.), elle s'est donné pour tâche de déconstruire les processus de naturalisation d'un discours qui, depuis l'entre-deux-guerres jusqu'au milieu des années 1970, est devenu peu à peu une arme efficace de défense catégorielle.

Les travaux qui portent sur la socio-histoire des ingénieurs et cadres en France ont mis en avant les multiples stratégies de légitimation déployées par ce groupement aux contours flous, à cause notamment de l'absence des moyens traditionnels de professionnalisation : titres reconnus, diplômes communs, représentation syndicale unifiée, etc. S'inscrivant dans ce courant d'études, l'auteure éclaire de manière originale un aspect pourtant déjà mis en exergue par la littérature, à savoir la crainte, toujours renouvelée, de marginalisation et de discrimination socio-professionnelle.

La première partie du livre, en adoptant la focale de l'histoire de l'associationnisme professionnel des ingénieurs durant la première moitié du XX$^{e}$ siècle, illustre la laborieuse construction d'une communauté professionnelle à l'origine marquée par les contestations de légitimité et les divisions — par exemple, entre les ingénieurs attachés aux privilèges émanant des grandes écoles et ceux issus des petites et moyennes écoles ainsi que des facultés de sciences, et dont l'importance ne cesse de s'accroître au fil de l'expansion industrielle.

Derrière les tensions entre les différents porte-parole des ingénieurs français, il existe pourtant une relative convergence des revendications. On peut retenir, à titre d'exemple, la mobilisation de l'Union des syndicats d'ingénieurs français (l'USIF, petit mais influent syndicat sectoriel d'inspiration saint-simonienne), tout au long des années 1920 et 1930, pour la protection des titres, la lutte contre le chômage, le placement des jeunes ingénieurs et la réglementation des « ingénieurs étrangers », mobilisation dont les objectifs corporatifs sont largement partagés au sein de la catégorie. Mettre l'accent sur le surnombre des diplômés en contexte de crise, sur le risque du « chômage intellectuel », sur le destin misérable des ingénieurs les plus âgés (« après 45 ans, on est bon pour crever de faim ! »), sans pour autant que les chiffres ne confirment cette dénonciation récurrente, s'avère une stratégie payante. L'inscription du droit à la retraite dans l'agenda des revendications catégorielles en est un exemple. Elle sanctionne, par ailleurs, un changement majeur dans la posture syndicale du groupe, non plus indexée sur les principes du libéralisme et de l'indépendance, mais désormais orientée vers une logique collective, en l'occurrence favorable à la diffusion d'un régime de protection sociale par la voie du salariat pourtant décrié au sein d'un monde socio-professionnel traditionnellement élitiste.

À la Libération, le syndicalisme des ingénieurs achève sa mue en allant grossir les rangs de la Confédération générale des cadres (CGC). La métaphore langagière des « ingénieurs âgés » s'adapte pour l'occasion à travers la formule des « cadres âgés ». Dans ce passage fondamental, l'« intervalle » de Vichy reste toutefois à questionner, le manque de sources de première main, que l'auteure regrette, ne permettant pas de vérifier l'hypothèse du

développement d'un terrain idéologique (la « troisième voie » du corporatisme) favorable au militantisme des cadres et à leurs revendications. Il n'en reste pas moins que les aspirations de refondation sociale de l'entre-deux-guerres, portées par les ingénieurs, sortent fortement réduites de cette période trouble au profit d'un recentrage sur des enjeux strictement catégoriels.

La deuxième partie du livre est consacrée à l'histoire de la construction du problème social des « cadres âgés » durant les Trente Glorieuses, dont on réclame la prise en charge dans une politique publique de lutte contre le chômage à l'heure où les classes moyennes constituent un appui politique incontournable. Cette revendication renvoie à un double objectif, qui témoigne par ailleurs de l'évolution des préoccupations des salariés qualifiés : d'une part, c'est le droit à la retraite qui est mis en avant ; d'autre part, le droit au travail est invoqué à travers une revendication relative au placement.

Dans une phase d'expansion économique et de consolidation de l'État social, l'accent est mis sur le problème de la protection sociale. Dans cette dernière perspective s'inscrivent deux innovations institutionnelles majeures, qui vont marquer l'identité du groupe des cadres : la création de l'Association générale des institutions de retraite des cadres (AGIRC) en 1947 et celle de l'Association pour l'emploi des cadres, ingénieurs et techniciens (APEC) en 1954. Ces deux institutions participent de l'effort de solidarité de la catégorie au soutien de ses membres censés être les plus faibles — à travers, par exemple, le financement des pré-retraites et la réinsertion professionnelle des cadres âgés de plus de 40 ans —, alors que l'on assiste au renforcement des mesures sociales destinées aux travailleurs âgés sous la mainmise de l'État.

Centré sur l'analyse des discours de défense des cadres les plus âgés, cet ouvrage fait le pari d'interroger une catégorie « indigène » dont la légitimité scientifique n'est pas acquise d'emblée. L'étude de multiples logiques d'institutionnalisation des cadres et ingénieurs dans une perspective de longue durée (des instances associatives et syndicales aux droits de protection tels que la retraite ou le placement) est ainsi privilégiée, alors qu'il reste à éclairer la façon dont les savoirs et les pratiques professionnelles au cœur du « métier » participent de la construction identitaire de ce groupe. Ce choix assumé apporte néanmoins une contribution précieuse à l'histoire des classes moyennes en France et à leurs formes de mobilisation.

*Ferruccio Ricciardi*
*Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique (LISE)*
*UMR 3320 CNRS et CNAM, 2 rue Conté, 75003 Paris, France*
*ferruccio.riccciardi[at]cnam.fr*